

Appareils photo Opacité

Six marques sur dix refusent d'ouvrir les portes de leurs sites de production.

Mais qui se cache derrière l'appareil avant qu'il ne prenne sa première photo? Contrairement au textile ou à d'autres domaines de l'électronique, les conditions de production des appareils photo n'ont pratiquement jamais été examinées de près. C'est pourquoi la FRC, en collaboration avec ses consocérateurs d'ICRT (International consumer research and testing), a mandaté une ONG pour mener, pour la première fois, une enquête sur les sites de production des dix marques qui tiennent le marché de la photo numérique. Seules quatre d'entre elles nous ont autorisé l'accès à leurs usines.

Miniaturisation des salaires

Aujourd'hui, un appareil photo numérique de 8 mégapixels coûte en moyenne 210 francs. En 2004, un appareil de même résolution valait plus de 1500 francs. Qui paie le prix de cette différence? Certes, la production à grande échelle justifie la présence de modèles meilleur marché. Mais ce n'est pas la seule raison: la majeure partie des appareils d'entrée de gamme sont manufacturés en Asie. Les coûts de production y sont plus faibles grâce à une main d'œuvre peu rémunérée, corvéable à merci et travaillant dans des conditions précaires et dangereuses.

Ces délocalisations entraînent par ailleurs une chaîne de production complexe, combinant des sous-traitants qu'il est parfois difficile d'identifier. Chaque composant est produit dans une usine différente des sites d'assemblage, souvent disséminés dans plusieurs pays, bien loin du siège de ces entreprises... Ainsi l'enquête de terrain a-t-elle conduit l'ONG aussi bien

au Japon qu'en Chine, en Malaisie, en Indonésie ou encore en Corée.

Loin des yeux, loin des lois

Le concept de responsabilité sociale des entreprises (RSE, ou Corporate Social Responsibility, CSR, en anglais) repose sur une démarche volontaire de la part des sociétés et s'inscrit dans une optique de développement durable.

La majorité des marques affichent des codes de conduite concernant les conditions de travail et la protection de l'environnement. Mais ces chartes ne sont en vigueur, dans le meilleur des cas, qu'auprès des fournisseurs primaires et secondaires: les cadres et les ouvriers sont alors formés à leur mise en application, et des organisations indépendantes contrôlent l'évolution du processus. Evidemment, plus les chaînes de production sont tentaculaires, moins la maison mère se sent concernée par les conditions de travail chez ses sous-traitants... Pourtant, une approche pertinente de la responsabilité sociale d'une entreprise suppose aussi de tenir compte de l'ensemble de la filière engagée.

Ce processus s'accompagne aussi d'une transparence vis-à-vis des consommateurs ou des ONG qui souhaitent connaître les conditions de fabrication des appareils photo. Dès lors, les entreprises qui revendiquent une politique de RSE doivent être en mesure de documenter leurs engagements. Or nos contacts répétés avec celles-ci montrent que cette évidence est loin d'être la norme. **Huma Khamis**



Méthodologie et tableau de l'enquête sur www.frc.ch



PRODUCTION Les grandes marques se soucient

Pentax est la lanterne

Dernière du classement, la firme allemande Pentax ne présente aucune charte publique justifiant un engagement social ou environnemental. Par ailleurs, le questionnaire et les différentes demandes envoyés au siège européen de cette compagnie sont restés lettre morte. Il en est de même pour Fujifilm, Kodak et Olympus, qui ont refusé de participer à notre étude. En revanche, leurs sites Internet montrent un début de pratique dans le domaine de la RSE. L'absence de transparence entraîne le déclassement de la firme japonaise Canon: malgré un dialogue construc-



dans les usines en Asie



CSR

peu de transparence concernant les conditions de travail. Ici, Nikon est une des rares entreprises à avoir accepté d'ouvrir ses portes.

rouge et Nikon, en tête, est sur la bonne voie

tif, la compagnie refuse toute visite de ses usines. Une démarche qui va à l'encontre même de sa politique RSE. Sony, qui a accepté de participer à l'étude, fait un peu mieux, mais reste à la traîne: le géant japonais n'a pas autorisé les entretiens avec les ouvriers sur le site d'assemblage au Japon.

Le nippon Nikon en tête

Pour Panasonic, Samsung et Casio, les visites des usines montrent une bonne mise en place des politiques environnementales. Toutefois, lors des visites effectuées sur les sites de production, de nombreuses lacunes

sur les questions de sécurité et de bien-être des travailleurs subsistent. Pour cette raison, les firmes obtiennent des scores moyens. Certaines entreprises, comme Samsung, tolèrent encore que les ouvriers soient amendables, s'ils ne remplissent pas leur quota de production. La majorité, à l'instar de Panasonic, ne propose que des contrats à durée déterminée, évitant ainsi de devoir payer les frais d'une protection sociale liée aux contrats à long terme. Enfin, certaines, comme Casio, ont recours, en Malaisie, à des courtiers peu scrupuleux qui profitent de la précarité de certains migrants.

C'est Nikon, une firme japonaise de plus petite taille que la moyenne, qui se place en tête de classement: ses engagements sociaux et environnementaux ont pu être observés aussi bien dans son usine d'assemblage sous-traitante en Indonésie que dans sa propre fabrique de composants en Chine. Une image idyllique? Pas complètement. Dans les usines Nikon, comme partout ailleurs en Asie, les femmes plus âgées et ayant une charge familiale sont discriminées à l'embauche, car elles sont considérées comme moins rentables. Certains clichés, ont, hélas, encore la vie dure.

H. K.